



Compte rendu de l'audioconférence de la DI Île-de-France du 3 avril 2020

Le Directeur interrégional (DI) a décidé d'effectuer des audioconférences régulières avec tous les chefs divisionnaires des directions de l'Île-de-France, afin de maintenir le lien entre tous les services.

Chiffres de la DI

- 180 agents **présents** sur les 1223 que compte la DI (plus de SURV que d'OP/CO-AG, environ trois agents par bureau) ;
- environ 600 agents OP/CO-AG et 280 agents SURV sont en autorisation spéciale d'absence (**ASA**) à leur domicile ;
- 45 agents sont des **cas** Covid-19 ou suspectés ;
- 39 agents sont toujours **quatorzaine** (contre 74 agents au 31 mars).

En résumé : On observe une chute du nombre d'agents placés en quatorzaine, mais un maintien du nombre de cas de Covid-19 avéré ou suspecté.

Point de situation à la DR de Paris

SURV

La Brigade de surveillance intérieure du Trans-Manche (**BSITM**) continue de tourner avec quatre équipes de six agents. Afin de garder un maximum d'agent en réserve, ce sont les mêmes agents qui travaillent en présentiel.

Il reste un unique train Eurostar par jour (aller/retour) d'une trentaine de passagers.

Trente paires de **lunettes** de protection seront enfin livrées dans la journée, en plus des cinquante paires déjà parvenues (sur les 200 paires commandées).

Concernant les **travaux des locaux** de la BSITM, le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de Paris (CHSCT 75) a validé hier un co-financement avec la Direction pour la future cuisine et l'intégralité du futur escalier de secours dans la salle d'ordre.

Les décontaminations de la BSITM, de la DI, de Boissy-Saint-Léger et du Centre interrégional de saisie des données (CISD) font également partie de ce financement.

OPCO-AG

Il a été remonté que certains agents notamment du bureau de la **garantie** et du bureau des contributions indirectes (**BCI**) supportent mal l'isolement. Leur hiérarchie reste attentive à cela.

Les relations avec les opérateurs s'effectuent par messagerie à distance.

Au bureau de **Paris Principal** (PP), la cheffe est en télétravail et son adjointe, après confinement, devrait revenir lundi prochain.

Une réouverture du pôle énergie interrégional (**PEI**) serait envisagée au vue de la campagne à venir des déclarations d'acquiescement. Cela nécessiterait la présence de 2 ou 3 agents (un par bureau).

Pour SOLIDAIRES Douanes, il faudrait aussi intégrer les remboursements car c'est une des missions prioritaires définies dans le cadre de l'aide aux entreprises.

Il serait dommageable de reprocher aux agents après la crise de ne pas avoir assuré une des missions prioritaires.

Le **pôle RH** est en forte tension à cause de la gestion de la campagne de mutations.

Trois agents **Paris spécial** ont été recensés comme agent dont la présence est indispensable (API) dans les services.

Les agents sont, d'après la DI, dans l'ensemble très volontaires.

Point de situation à la DR de Paris Est

La charge de dédouanement des produits indispensables actuellement met le **bureau d'Aulnay** sous forte sollicitation. Quatre agents travaillent en présentiel. Deux encadrants ont fait une demande de connexion RAPIDO pour pouvoir télétravailler.

Au **bureau de Rungis**, les agents n'ayant pas ce flux de marchandises à gérer la tension est moindre.

Concernant la **surveillance**, et d'après leur hiérarchie, la situation pèse sur les agents qui souhaiteraient reprendre le travail au plus vite.

Point de situation à la DR de Paris Ouest

OPCO-AG

Pas de tension particulière au sein des **bureaux**.

Les agents des pôles de gestion des procédures (PGP) sont tous en travail à distance et travaillent en relation avec les agents de permanence du pôle action économique (PAE) qui assure les mises à jour.

Les permanences opérationnelles dans les bureaux sont composées d'un chef et de trois agents.

Un cas probable de Covid-19 a été déclaré hier dans la **direction**. Une recherche de cas contacts est en cours.

SURV

Des agents de la BSI des **Ulis** sortiront très prochainement de quatorzaine.

À la BSI de **Val de Seine**, les relations entre les agents et leur hiérarchie directe sont mauvaises. La DI compte se pencher rapidement sur les causes profondes du problème.

Point de situation dans les autres services

Pour le service du scanner mobile spécial (**SMS**), les agents de l'unité opérationnelle de Marseille sont pour le moment toujours rémunérés sur la base de la note de 2017.

La DI va s'assurer qu'ils possèdent bien des équipements de protection individuelle (EPI).

La DG a calculé qu'un agent **Paris Spécial** sans mission coûte environ 3800 euros par mois à l'administration à Paris (NDLR : *en quoi l'agent serait responsable, comment est calculée cette somme, et puis combien coûte à la collectivité un cadre supérieur chargé de mission sans mission ?!*).

Un recensement est en cours par la DG pour évaluer les situations de chacun afin de les réaffecter, le cas échéant.

La titularisation des **stagiaires** devrait selon toute logique être rétroactive, au bénéfice des agents.

Malgré le décalage, dû à la crise, de la Commission administrative paritaire centrale (CAPC) de titularisation les concernant, pour l'heure, leur statut de stagiaire est prolongé.

Pour conclure

Considérant leur doctrine d'emploi, il y a des **masques** (périmés) en quantités suffisantes dans tous les services de la DI.

Lorsque la situation sera revenue à la **normale**, il faudra concilier le futur plan de charge et la vie des agents. C'est un sujet auquel la direction réfléchit en ce moment.

La DI souhaiterait envisager la mise en place, au moins prospective, d'un **calendrier social d'instances** dématérialisées d'ici à la fin de l'année. On attend la position de la DG sur le sujet.

La prochaine réunion aura lieu lundi 6 avril 2020.

Paris, le 3 avril 2020